

Les crédits

mais qui, faute d'avoir le courage de ses convictions, hésite à quitter son parti et à siéger comme indépendant.

Une voix: Il le fera.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, d'un côté, son collègue d'Acadie—Bathurst dit que nous n'avons pas le courage de relever les grands défis auxquels nous faisons face. Si la TPS n'en est pas un, je ne sais pas ce que c'est qu'un grand défi. Je rappelle aussi à mes collègues que depuis 50 ans, à partir du rapport Rowell-Sirois des années 1940 et à tous les dix ans depuis, des experts recommandent la suppression de la taxe actuelle sur les ventes des fabricants et la mise en place d'un nouveau type de taxe de vente.

Quand Jean Chrétien était ministre des Finances en 1977, il a déclaré que la taxe de vente actuelle devrait être modifiée.

Allan MacEachen a présenté en 1981 un budget en vue de modifier la taxe de vente actuelle au niveau des grossistes. Il n'a pas réussi. Il a demandé à Wolfe Goodman de Toronto, l'un des principaux spécialistes en taxe de vente et taxe sur les denrées, de lui préparer un rapport. M. Goodman en a présenté un, comme je l'ai dit, à peu près au moment des élections de 1984, et il disait que la taxe ne devait pas s'appliquer au niveau du gros. Il recommandait une taxe bien conçue sur les denrées, qui s'appliquerait au niveau du détail.

En réponse à la question de ma collègue de Hamilton—Est je dirais que, effectivement, nous ressentons tous la pression. Nous savons tous que cette taxe n'est pas populaire, mais mes collègues de ce côté sont prêts à l'appuyer parce que ce sera une bonne chose pour le pays. Ils savent que c'est une des choses les plus importantes que l'on puisse faire pour améliorer l'économie et placer nos exportateurs et ceux qui concurrencent les importateurs en position de force pour supporter la concurrence et créer des emplois. Par ailleurs, la taxe réduira le coût des nouveaux investissements, par exemple, de 7,5 p. 100 au Québec qui a harmonisé sa taxe avec la nôtre, ce qui revient à fournir un crédit d'impôt à l'investissement de 7,5 p. 100.

Pourquoi ma collègue, qui représente une ville sidérurgique, s'oppose-t-elle à une telle initiative fiscale qui aura un effet positif sur l'industrie sidérurgique au Canada?

M. Mills: Monsieur le Président, la question que j'adresse au ministre des Finances concerne la productivité. Il parle toujours à la Chambre de la manière dont son

système fiscal est conçu pour favoriser nos exportations et encourager nos fabricants.

Quand je parle aux habitants de ma ville qui est aussi celle du ministre des Finances, je constate que le plus grand effet dissuasif pour la productivité est cette impression d'injustice qui règne chez les ouvriers et les cadres administratifs, laquelle à son tour se répercute dans toute l'économie.

Je demande au ministre des Finances s'il croit vraiment qu'il peut créer un environnement qui soit propice à une productivité de classe internationale alors qu'il règne une telle atmosphère dans le milieu industriel de notre pays, et oublions pour le moment la TPS et toutes ses complications pour nous concentrer sur l'ensemble du système fiscal que les gens ne considèrent pas équitable et où ils ne comprennent pas qu'il y a des parties de la législation fiscale qui soient utilisées pour les emplois et que d'autres sont si anciennes qu'elles sont simplement dépassées. Quand le ministre va-t-il donner la parole et commencé à écouter les gens qui savent vraiment ce qu'est la productivité et qui connaissent l'environnement actuel qu'il est en train de créer. . .

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Je regrette d'interrompre le député. Y a-t-il consentement unanime de la Chambre pour permettre à l'honorable député de poursuivre son commentaire?

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. DeBlois): L'honorable député a la parole.

[Traduction]

M. Mills: Le ministre des Finances pourrait-il me dire comment il peut s'imaginer qu'un système aussi complexe que la TPS et toutes ces autres mesures économiques pourront favoriser la productivité et insuffler à notre économie un enthousiasme propre à nous tirer de la récession actuelle?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, sans doute mon honorable collègue conviendra-t-il que la TPS va dorénavant épargner à tous nos exportateurs le fardeau de la taxe occulte sur les ventes des fabricants. Cela devrait favoriser la productivité. Grâce à la TPS, les entreprises canadiennes auront dorénavant les mêmes chances que les importateurs. Ils doivent en effet soutenir la concurrence des importateurs qui sont assujettis à une taxe moindre d'un tiers. Voilà qui devrait favoriser la productivité. L'adoption de la TPS réduira de 4 p. 100 le coût des nouveaux investissements dans les provinces qui ont refusé d'harmoniser leur système avec le nôtre, et de 7,5 p. 100 dans le cas du Québec qui l'a fait. Voilà de la productivité.

Ce à quoi le député songe, à mon avis, c'est à une question d'attitude. Lui, qui est l'auteur d'un livre sur la fiscalité, prétend que les gens ont l'impression que la